



## L'édito

### Préparer intelligemment l'après-Sarkozy

Nous l'attendions au tournant depuis le début de mandat sur ses mesures soi-disant indispensables et qui en fait n'étaient que pure clientélisme : fiscal, ministère de l'identité nationale, ouverture... Lors de son entretien télévisé, il a, par la fin de ces symboles, clos lui-même l'ère du sarkozisme triomphant durant lequel seul l'hyper-président était censément capable de comprendre, faire, défaire, juger, sanctionner... pour le compte de la Nation toute entière. Il en était même arrivé à croire que seul, il pouvait relancer la construction de l'Europe; il s'est même cru, à un moment donné, pouvoir maîtriser le Monde.

Ni le peuple français, ni les millions de personnes dans la rue, ces derniers mois n'ont rabaisé ses ambitions hyper-présidentielles. Pour seule réponse, c'est un simple remaniement annoncé depuis des lustres que Nicolas Sarkozy a choisi. Que de temps perdu pour la France !

Ce remaniement n'est en fait rien d'autre qu'un recentrage politicien : il s'agit ni plus, ni moins du retour de l'Etat RPR. Pour mémoire, Nicolas Sarkozy avait pu conquérir le RPR par l'extérieur pour rassembler les Droites dans l'UMP. Aujourd'hui, il se fait reprendre la main de l'intérieur par ses ennemis du clan chiraquien qui l'attendaient depuis longtemps au tournant.

Ce remaniement rime donc plus avec vengeance contre Nicolas Sarkozy. Ce dernier a prospéré sur la déliquescence du pouvoir chiraquien. Il a écrasé tous les prétendants naturels à la succession de l'ancien Président. Il a rassemblé au-delà de son cercle pour parvenir au pouvoir en 2007. Le rouleau compresseur qu'il a incarné a fonctionné, mais la fameuse machine hyperactive s'est emballée : bling-bling, copinage, népotisme, reniement, prosaïsme... ont donné les coudées franches à ceux, de son camp, qui ont été mis sur la touche par Sarkozy lui-même. En extrapolant, ce remaniement apparaît donc plus comme une revanche sur l'histoire des Chiraquiens contre les Balladuriens : l'affaire Woerth-Bettencourt et la nouvelle actualité sur l'attentat de Karachi plaide en ce sens.

#### Ce tour de force politique opéré par le RPR confirme bien des enseignements

Tout d'abord, le discours politique développé par Nicolas Sarkozy qui, en parlant d'ouverture, pensait avoir mis à mal le clivage Gauche-Droite, a vécu. Le naturel de la V<sup>e</sup> République à la bipolarisation de la vie politique française est revenu au galop, précisément la semaine de la commémoration des quarante ans de la disparition de Charles de Gaulle.

Ensuite, la question du Centre se pose toujours dans les mêmes termes : il n'est ni courageux, ni téméraire. Le soir du remaniement, un centriste dénonçait sévèrement le scandale de la mainmise RPR sur l'État et dans le même temps, pour préparer sans doute les élections départementales et sénatoriales, un autre entonnait son appartenance à la majorité présidentielle. Et ce sera toujours ainsi, malgré les velléités de certains, en particulier de François Bayrou, à faire croire le contraire.

Enfin, l'erreur de Nicolas Sarkozy aura été de croire qu'une fois élu Président de la République, il serait seul capitaine à bord du navire. Son équipage, muet au départ, n'aura guère apprécié les nombreuses embardees incontrôlées. Il tente une illusion par ce remaniement : masquer ses nombreux reniements. Mais c'est avant tout une énième stratégie politique ; celle d'abord de resserrer son équipage pour affronter les difficultés qui s'amoncellent à tous les niveaux et celle surtout de rassurer ses meilleurs ennemis pour leur faire croire qu'ils sont toujours dans la course. Nicolas Sarkozy sait bien que dix-huit mois c'est long et que beaucoup de choses peuvent se passer. Sans programme, ni projet d'ici là, il choisira le moment pour reprendre la place du capitaine.

À Gauche, la pire des convictions serait de penser que les jeux sont faits et qu'il faudrait accélérer le calendrier. La tâche des Socialistes est loin d'être terminée pour rassembler la Gauche le plus largement. La première étape n'est pas encore achevée. Elle est pourtant essentielle, car elle doit permettre d'écrire un projet ambitieux, juste, et pertinent pour la France.

Vincent Le Meaux  
Directeur de publication

## PROJET SOCIALISTE

# Forum des Idées

## SÉCURITÉ

**“ Respecter les droits, Imposer des devoirs ”, c'est le titre du rapport présenté par François Rebsamen, issu du forum des idées “ Sécurité, Autorité, Citoyenneté ”.**

Ce rapport contient 22 propositions pour apporter les réponses justes et efficaces à la délinquance, autour du “ carré de la sécurité ” : **prévention, dissuasion, sanction, réparation.** Selon François Rebsamen, il reste du travail sur ces questions, mais du moins c'est une première réponse non mensongère et pragmatique.



Photo Philippe Grangeaud / Solité Communications

L'analyse des auteurs de ce rapport part du bilan de la Droite depuis 2002. « La Droite a échoué à protéger les Français, notamment les plus fragiles, face à l'insécurité. » Cette politique s'est traduite par des actions spectaculaires : « Monter des opérations spectacle, tenir des discours vengeurs, médiatisés à outrance, ridiculiser la prévention de proximité, tout cela relève d'une gesticulation visant à donner l'illusion de l'action ». Aujourd'hui, la politique de Nicolas Sarkozy et de la Droite n'a réglé aucun problème de fond. Seule la politique du chiffre tronquée a fonctionné ; la réalité est toute autre.

L'une des premières missions de la Gauche sera de redonner toute sa force au droit à la sécurité. « La sécurité est en effet un droit fondamental, au même titre que la santé ou l'éducation. Il doit être restauré partout et pour tous ». L'accent doit être mis sur la question des droits de l'Homme qui n'existent pas sans sécurité. « Il n'y a pas de sécurité sans respect des droits de l'Homme ».

“ Il n'y a pas de sécurité sans respect des droits de l'homme ”

C'est un combat politique de rétablir la sécurité, partout où elle est menacée, mais à Gauche, toute politique de sécurité doit reposer « sur les principes républicains qui font à la fois sa légitimité et son efficacité : elle se trouve au cœur du contrat social qui lie les citoyens et leurs gouvernants au sein de la République. Elle met en jeu les institutions régaliennes que sont la Loi, la Justice, les forces de sécurité. »

La Droite laisse un bilan cinglant au vu des annonces faites depuis dix ans bientôt : « sa politique a désarmé, de façon inédite, les forces de sécurité, qui compteront près de 9000 policiers et gendarmes de moins en 2011 qu'à la fin de la législature 1997-2002. Elle les a privés de moyens essentiels, notamment en réduisant leur budget de 19% cette année : -6,5% pour la gendarmerie nationale et -28,3% pour la police nationale ».

Face à la fatalité des politiques de Droite et à l'impuissance publique face à la délinquance depuis une décennie, des réponses existent. « Aucune n'est miraculeuse. Toutes doivent être conjuguées sur la durée. Des expériences très innovantes sont conduites localement par les élus socialistes » notamment les pratiques des élus locaux, mairies, conseils généraux qui ont alimenté en propositions ce rapport.

#### Quatre piliers d'une nouvelle politique de sécurité forment le corps des 22 propositions

- 1. Construire une société qui crée de la sécurité.** La violence de notre société est la première cause de l'insécurité. C'est d'abord en construisant une société plus solidaire et moins brutale que nous renforcerons la sécurité des personnes.
- 2. Assurer la présence quotidienne et pérenne des forces de sécurité et de la justice.** La sécurité ne peut pas procéder d'un passage occasionnel des forces de l'ordre là où elles sont toujours attendues.
- 3. Ouvrir l'éventail des réponses judiciaires aux actes de délinquance.** Pour être efficace et jouer son rôle dissuasif, la sanction doit être immédiate, systématique et proportionnée.
- 4. Moderniser et optimiser l'organisation des forces de sécurité et de la justice.** Nous donnerons aux maires les moyens de coordonner la politique territoriale de prévention.

Vincent Le Meaux



# Libérez les otages !

## INTERVIEW MARTINE GAUFFENY, Secrétaire nationale d'Otages du Monde

### Martine, vous êtes la Secrétaire nationale d'Otages du Monde. Quelles sont les missions de cette association ?

Otages du Monde (ODM) a été créée en septembre 2004 par d'anciens otages, tels que Jean-Louis Normandin, qui est le Vice-président d'Otages du Monde, des membres de familles d'otages, des psychiatres spécialisés dans le trauma et le stress liés à la séquestration, des juristes et des membres de la société civile inquiète par l'évolution croissante du nombre de prises d'otages dans le monde et le manque de moyens mis en œuvre pour soutenir les victimes et leurs familles, pendant et après la prise d'otage.

### La Bretagne se mobilise, les Côtes d'Armor aussi. Quels sont les faits marquants de cette mobilisation sur les Côtes d'Armor ces derniers mois ?

La mobilisation bretonne pour la libération d'Hervé Guesquière et Stéphane Taponier, grands reporters à France 3, a démarré très tôt. Déjà, le 9 mars, alors même que le comité de soutien et les associations partenaires (RSF et Otages du Monde) n'avaient pas encore le feu vert pour divulguer les noms de familles et afficher les visages des deux otages en Afghanistan, un rassemblement avait lieu à Rennes, sur la place de l'hôtel de ville. Puis, fin mai, lorsque le festival Art-Rock battait son plein, c'est la ville de Saint-Brieuc qui affichait le portrait des deux otages. À la rentrée, après l'affichage des portraits sur la façade du Conseil général des Côtes d'Armor et du Conseil régional à Rennes, de nombreuses communes ont répondu à notre appel telles Plérin, Lannion, Guingamp, Paimpol et Ploubazlanec. D'autres municipalités devraient prendre la même décision dans les jours à venir.

### Comment expliquez-vous cette sensibilisation particulière de la Bretagne sur ce sujet ?

La Bretagne est une terre de Solidarité et je ne le dis pas par pur chauvinisme. C'est une étude du chercheur Jean Ollivro, professeur à Rennes 2, qui le confirme. Réalisé pour les assises de la Solidarité Internationale de 2005, ce rapport mettait en évidence la formidable dynamique de la solidarité en Bretagne. Rien d'étonnant donc à ce que les Bretons et les collectivités territoriales de notre région, répondent toujours massivement aux appels à la solidarité pour les otages.

### Les pétitions, les banderoles... en quoi cela est-il utile ?

Ce sont des actions symboliques très importantes. Ce sont d'ailleurs les anciens otages qui nous le disent. À chaque fois que la mobilisation a pris de l'ampleur dans leur pays d'origine, ils ont été mieux traités par leurs ravisseurs. Ils prenaient de la valeur, ce qui certes peut faire monter les enchères mais peut aussi représenter une « assurance-vie » pour les otages, comme le dit souvent Jean-Louis Normandin, ex-otage au Liban à la fin des années 80 et Vice-président de notre association.

### On reproche parfois que le nom des accompagnateurs ne soit pas cité ? Qu'avez-vous à dire sur ce sujet ?

Le nom des 3 accompagnateurs de Stéphane et Hervé, Mohamed Reza, Ghulam et Satar, est rappelé en permanence dans toutes nos interventions et figure sur toutes les affiches,

banderoles et pétitions. Simplement, il y a aussi des précautions particulières à adopter quant à la communication sur ces trois otages, afin de protéger notamment leurs familles qui vivent là-bas. Nous respectons en cela scrupuleusement les consignes données par Reporters Sans Frontières qui connaît parfaitement le sujet et les conséquences que peuvent avoir des propos tenus en France sur les proches des trois accompagnateurs.

### On dit souvent que la prise d'otages, c'est « l'arme du pauvre ». Qu'en pensez-vous ?

C'est une formule que l'on peut retenir si l'on considère le fait que les preneurs d'otages sont souvent des personnes très jeunes, issues des classes les plus pauvres des pays concernés par l'explosion du phénomène. Les prises d'otages sont une des conséquences de l'extrême pauvreté des populations, notamment en Somalie, au Sahel, au Nigéria, aux Philippines ou bien encore en Colombie. Mais les commanditaires sont eux, de plus en plus fortunés. Le versement de rançons aux montants très élevés les ont considérablement enrichis. Alors, « Prise d'otage, arme du pauvre », c'est à voir... il convient de toute évidence de nuancer l'affirmation.

### Vous avez participé récemment, lors de l'Université populaire du PS, au forum sur les libertés fondamentales. Que reprenez-vous de cette participation ?

Je retiens surtout que les menaces sur la garantie des libertés fondamentales sont de plus en plus fortes. L'intervention de Gaëlle Nique, avocate, sur les évolutions inquiétantes du fonctionnement de la Justice en France était particulièrement éloquent. La mise en garde de Géraldine Delacroix, journaliste de Média-part, sur la liberté de la presse dans notre pays a de quoi faire frémir. On ne peut que s'alarmer de constater que, dans le dernier classement mondial sur ce thème, publié par Reporters sans Frontières, nous figurons à la 44<sup>e</sup> place sur 178 pays. Derrière le Surinam, le Mali, l'Uruguay ou la Corée du Sud, reculant encore d'une place par rapport à 2009. Pour mémoire, en 2007,

la France était 31<sup>e</sup>. La chute est vertigineuse... Cela confirme la tendance que nous avons observée, dès le début de l'affaire des otages de France TV. Les plus hauts responsables de notre pays n'ont pas hésité à dire de ces deux journalistes qu'ils étaient des « inconscients », qu'ils avaient pris des risques inutiles et que le coût de leur libération serait considérable. Or, ces affirmations sont fausses. Hervé et Stéphane sont tous deux de grands professionnels, estimés par leurs confrères. Ils faisaient tout simplement leur métier. L'idée derrière ces accusations n'est-elle pas, en fait, de limiter le travail des journalistes en zones de conflits, à des reportages réalisés sous le statut « embedded » (traduction : « embarqués »), sans aucun doute mieux protégés, mais au détriment d'une nécessaire indépendance du reporter d'investigation et du respect d'une liberté fondamentale, celle de la Presse. À la sortie de ce rapport, Jean-François Julliard, Secrétaire général de RSF, soulignait qu'en France, « l'année 2010 a été marquée par plusieurs agressions contre des journalistes, des mises en examen, des violations ou tentatives de violations du secret des sources et surtout un climat lourd de défiance envers la presse. La majorité présidentielle a eu des mots très menaçants, parfois insultants, envers certains médias. Ces déclarations ont eu une résonance mondiale et, dans beaucoup de pays, le Gouvernement français n'est plus considéré comme respectueux de la liberté d'information ». Sincèrement, je trouve cette évolution inquiétante et dangereuse pour l'avenir de notre démocratie.

### Pensez-vous que les politiques ont un rôle à jouer aux côtés de votre association ? Quelles sont, de votre point de vue, les dispositions législatives particulières qui resteraient à faire progresser ?

Oui, les politiques ont un rôle à jouer sur la problématique des otages. Nous avons œuvré à l'élaboration d'une proposition de loi, déposée par l'ex-sénatrice PS du Finistère, Yolande Boyer visant « à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages ». Elle n'a jamais été mise à l'ordre du jour du Sé-

nat. Notre projet de loi initial était d'ailleurs beaucoup plus complet et ambitieux que celui qui a été retenu au final par le Sénat. Dans l'article 3, par exemple, nous propositions que « toute atteinte à l'intégrité ou à la vie de l'otage entraîne automatiquement une peine de réclusion à vie pour les auteurs, cette peine étant imprescriptible. »

Nous ne désespérons pas de le voir voter un jour par les députés

### Un mot de la fin ? Une conclusion ? Un souhait ?

Deux souhaits en fait... le premier est que la souffrance des victimes de prises d'otages et celle de leurs proches soient mieux prises en compte car les conséquences d'une telle épreuve ne sont jamais négligeables. Elles peuvent également être effectives pendant plusieurs années après la période de la séquestration et cette réalité n'est pas connue, ni comprise par le grand public qui pense souvent que le problème est résolu quand les otages mettent le pied sur le tarmac de l'aéroport lors de leur libération.

Le second souhait serait que l'on accorde une plus grande importance au volet « prévention » en développant des stages de « préparation au départ dans les zones à risques » tels que ceux que proposent notre association pour les bénévoles des petites et moyennes associations humanitaires. Nous estimons que l'on est loin, en France, d'avoir mis en place tout ce qu'il est possible de faire en matière de prévention pour éviter le calvaire que vivent en ce moment au moins 11 de nos concitoyens.

### Le site de l'association Otages du Monde : [www.otages-du-monde.com](http://www.otages-du-monde.com)

- « Panorama de la solidarité internationale en Bretagne » Par Jean Ollivro, professeur de géographie à l'Université de Haute-Bretagne - ASSISES RÉGIONALES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - 18 juin 2005 - Lorient
- Lire le texte de loi proposé par Otages du Monde sur le site de l'association : <http://www.otages-du-monde.com/base/DROIT-DES-OTAGES-LE-TEXTE-DE-LOI.html>



À chaque fois que la mobilisation a pris de l'ampleur dans leur pays d'origine, ils ont été mieux traités par leurs ravisseurs



# LIBEREZ LES OTAGES !



Stéphane Taponier, Hervé Ghesquière, journalistes de France 3 et leurs accompagnateurs Mohamed Reza, Ghulam et Satar ont été enlevés le 30 décembre 2009 en Afghanistan.

REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES  
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

OTAGES  
DU MONDE





# Convention - Égalité réelle

En France, l'égalité est un projet, elle reste une valeur intensément partagée. Réclamer d'avantage d'égalité, ce n'est pas seulement rappeler que les individus sont fondamentalement égaux, mais que chacun participe à la contribution de richesses et au bien-être collectif et que, partant, la société est redevable auprès de tous ses membres.

**Les outils de l'égalité réelle :** une feuille de route pour les 5, 10 et 15 ans, de nouvelles marges de manœuvres, un Etat prévoyant et stratège, un pacte de confiance avec les collectivités territoriales, le choix de la démocratie sociale, un partenariat nouveau avec le monde associatif.

## Agir à la racine des inégalités : éduquer, former, qualifier

### Un nouveau pacte éducatif

C'est la conviction des socialistes, tant mise à mal ces dernières années, que tous les enfants, tous, sont éducatifs, et que la démocratisation, la massification, ne s'oppose en rien à l'exigence, à la transmission d'un savoir de haut niveau.

#### ACCOMPAGNER ET PRÉPARER LES ENFANTS DÈS LE JEUNE ÂGE

- **Créer un service public de la petite enfance.** Nous proposons de tripler le nombre d'enfants accueillis dans des structures collectives en 10 ans.
- **Favoriser la scolarité précoce et rendre la scolarité obligatoire dès 3 ans.** Tout enfant, à partir de deux ans, sera accueilli par le système scolaire de l'école maternelle si les parents le souhaitent.
- **Protéger l'enfance en danger et accompagner la parentalité.** Nous proposerons que le congé parental soit partagé à égalité par les deux parents.

#### CHANGER L'ÉCOLE POUR LA RÉUSSITE DE TOUS

- **Adapter l'école aux besoins des élèves,** augmenter d'une part le nombre de jours de cours en raccourcissant les vacances d'été et **organiser d'autre part une semaine de 5 jours éducatifs.** Généraliser la pédagogie personnalisée grâce à des enseignants sur-

numéraires en renfort. L'accompagnement du travail personnel devra être intégré au temps éducatif afin d'apporter une réponse à la difficulté scolaire au sein de l'école, **donner aux équipes pédagogiques le pouvoir d'agir,** enfin **assurer la sérénité des établissements** en réaffirmant la présence pérenne d'adultes en nombre suffisant.

- **Amener les élèves le plus loin possible.** **L'école primaire** sera une priorité absolue, c'est donc là qu'il faut concentrer les moyens. **Le collège** devra garantir la continuité avec l'école primaire, offrir un large panel d'enseignements communs, pour tous, complété par une culture technologique et professionnelle, des activités artistiques, culturelles et sportives. **Le lycée** devra ouvrir un droit à la formation jusqu'à 18 ans afin d'atteindre 80% d'une classe d'âge diplômée du baccalauréat et qualifier 100% d'une classe d'âge. **L'enseignement supérieur** devra permettre à 50% d'une génération d'obtenir un diplôme, la concurrence entre filières de formation au détriment des universités, doit prendre fin par le rapprochement progressif des grandes écoles et des classes préparatoires à l'université.
- **Instaurer une école plus juste sur tout le territoire,** en donnant vraiment plus aux écoles et établissements qui en ont besoin, et en définissant **une carte scolaire** plus juste et efficace.

- **Établir un nouveau contrat entre les professionnels de l'éducation et la nation,** en rénovant les missions des enseignants et des professionnels.

#### FAIRE DE L'ORIENTATION UN TEMPS D'ÉMANCIPATION

- **Favoriser la découverte du monde du travail et l'émergence des vocations.**
- **Développer un service public de proximité, d'information et d'orientation** pour tous, mis en place par les régions.
- **Garantir une nouvelle chance** pour permettre un suivi pour le jeune en difficulté.

### Bâtir la continuité professionnelle

Nous proposons de bâtir un Pacte de continuité professionnelle en intégrant un droit pour tous à l'orientation, à la qualification et à des mobilités.

#### CONSTRUIRE LE PARCOURS VERS L'AUTONOMIE POUR TOUS LES JEUNES

**Créer une allocation d'études unique** regroupant l'ensemble des aides existantes. Elle sera d'un montant suffisant pour permettre au jeune de subvenir à ses besoins et conditionnée à un projet de formation. Créer aussi **un dispositif "nouvelle chance"** ouvert à partir de 18 ans.



#### METTRE EN PLACE UN DROIT À LA RECONNAISSANCE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL POUR LES JEUNES, UN DROIT POUR TOUS À LA QUALIFICATION, UN DROIT POUR TOUS À DES MOBILITÉS SÉCURISÉES

**Sécuriser les revenus, renforcer l'accompagnement personnalisé de la mobilité et refondre les instruments des politiques de l'emploi en bâtissant un pacte quadripartite** (État, régions, organisations syndicales et patronales) et en créant un service public de l'emploi, outil fondamental de solidarité.

## Agir pour l'égalité des conditions

### Une nouvelle politique de l'égalité des revenus et des conditions de vie

#### AUGMENTER LES SALAIRES, CONDITION DE LA JUSTICE ET DE LA CROISSANCE

Il y aura en France un grand rendez-vous annuel sur les salaires, une négociation nationale avec les partenaires sociaux.

#### MIEUX REDISTRIBUER LES RICHESSES PAR LA FISCALITÉ

Nous créerons un grand impôt citoyen fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG, nous réformerons l'impôt sur les sociétés, nous rétablirons donc une véritable fiscalité du patrimoine sur les plus grosses fortunes, en élargissant la base d'imposition.

#### LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ

Le RSA a remplacé le RMI pour inciter les bénéficiaires de cette allocation de reprendre un emploi, la majorité des travailleurs pauvres ne demande pas à en bénéficier.

Notre pays a un atout formidable, un tissu riche d'associations et d'entreprises d'économie sociale et solidaire dans l'emploi de personnes en difficulté, il faut leur donner encore plus de moyens.

Un plan pluriannuel sur 5 ans de construction de logements sociaux permettra de réduire des deux tiers le nombre de sans-abri à la fin de la législature.

#### LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DANS LA JOUISSANCE DU TEMPS LIBRE

En refusant la marchandisation généralisée des loisirs et des vacances.

### Des logements abordables pour les classes moyennes et populaires

La crise du logement est un des principaux maux dont souffre la société française. Il sera nécessaire de construire massivement des logements abordables qui tireront les prix vers le bas et de voter une loi foncière afin de casser la spéculation sur les prix des terrains.

### Reconstruire l'égalité entre les territoires

D'ici 10 ans, un quart des dotations de l'État sera affecté à l'égalisation des ressources entre les collectivités; aucune collectivité ne devrait avoir une ressource inférieure à 80% et supérieure à 120% de la moyenne de la même catégorie de collectivités.

**Mettre fin aux ghettos,** en finalisant rapidement les opérations ANRU et **appeler à une politique de justice territoriale** en restaurant un climat de confiance contre celui du chaos et de la peur, par un retour massif de l'économie, des emplois et de la « qualité de ville » dans et autour des quartiers de banlieues aujourd'hui isolés, en rendant ces zones attractives par la mutualisation de services.

#### REVITALISER LE MONDE RURAL

- **Garantir à tout citoyen,** un temps d'accès maximum aux services essentiels : médecine générale, école et collège, bureau de poste et maintenir une qualité de distribution d'électricité et de couverture numérique.
- **Favoriser la création des entreprises par**



**les habitants** des quartiers urbains en difficulté et des territoires ruraux.

- **Avoir le réflexe d'inclusion pour les Outre-mer,** en re-légitimant l'action publique et en développant l'intégration territoriale.
- **Augmenter la mobilité entre les territoires,** en donnant la priorité aux infrastructures collectives concernant les transports collectifs, en particulier pour unifier les tarifications et baisser les coûts pour les usagers, notamment les plus modestes.
- **Réduire la fracture numérique.**





## Jean Thèze, notre sympathique camarade

Comme le disait sa femme, « Jean était au Parti Socialiste avant même qu'il ne s'appelle comme ça ». A l'instar de nombreux militants des Côtes du Nord, son engagement socialiste avait commencé au PSA, puis au PSU et enfin au PS. Cet homme attachant et respectable avait des convictions socialistes et humanistes profondes qui, toute sa vie, ont guidé le sens de son engagement.

### Fidèle aux valeurs socialistes

D'abord, fidèle à ses valeurs socialistes, Jean était toujours là, les bons comme les mauvais jours. N'étant pas de ceux qui changent d'avis au gré des modes et des sondages, animé par le sens du devoir, il ne manquait une réunion de section qu'en cas de force majeure. L'ensemble des camarades de la section appréciait son expression toujours empreinte de mesure. Ainsi, il était toujours animé par la volonté de respecter l'autre. Ce respect, qui pouvait passer pour de l'hésitation, était en réalité l'expression d'une forme un peu exacerbée d'humanisme mais aussi de timidité.

### Au service de l'action collective

Ensuite, Jean était un homme modeste et humble qui a façonné son territoire. Soutier de la République, élu depuis 1965, il consacra quarante-cinq ans à sa commune de Quintenic, dont trente-trois ans en tant que Maire. Fervent défenseur de l'action collective, il avait contribué à mettre en œuvre l'intercommunalité, ce qui « en 1966, n'était pas gagné d'avance ! ».

Enfin, cette vie au service des autres avait également une dimension associative, notamment au service de la mutualité et dans le monde cycliste, sa grande passion.

Jean, les camarades socialistes qui l'ont côtoyé pendant toutes ces années étaient très émus. Ils perdent un camarade mais aussi un ami. Ils garderont le souvenir d'un militant fidèle, tout en retenue.

Nous adressons à sa femme, ses enfants, petits-enfants et toute la famille, nos sincères condoléances.

Comme l'aurait dit Jean : « Quelque part, il faut continuer ». Alors, nous, ses camarades de la section du canton de Lamballe, nous continuerons avec le beau souvenir d'un socialiste exemplaire et attachant ».

Au nom de tous les camarades de la section du canton de Lamballe, sa secrétaire de section, Marie Keromnes

## À Olivier-Robert

Olivier pour les uns, Robert pour les autres, voire Olivier-Robert ! S'il suffisait d'un exemple pour illustrer les nombreuses facettes de notre camarade, son prénom à lui seul serait le bon. Olivier-Robert Chérubini, Bordelais de naissance, compagnon du devoir, s'établit dans la région angevine. Au début des années 80, il s'installe en Bretagne et se lie d'amitié notamment avec Désiré Tilly. Que de kilomètres parcourus entre Trégor et Argoat, les portes-à-portes, les marchés et puis les grands moments de réjouissance : mai 1981, 1988, Jospin en 1997 et surtout les victoires aux élections locales. Celles de Maurice, Marie-Renée, Yannick, Josette, Annie, et Félix...

Parce qu'Olivier-Robert a bataillé durant toutes ses années de militantisme : Guingamp, Bégard, Plouisy. Toujours pour des causes qui lui semblaient justes. Militant, élu local, président d'association, Olivier, le chaleureux, l'attendrissant, comptait dans le paysage guingampais.

Comme l'ont dit Chantal et Désiré « Les militants que nous sommes, devons donc poursuivre notre chemin de l'engagement politique sans toi. Oublier nos débats à ne plus finir, nos querelles d'initiés et propos amateurs. » Chaleureux, parfois exaspérant, capable de pousser des coups de gueule de temps à autre, Olivier-Robert savait être toujours serviable et disponible. Notre camarade était à l'image de son jardin un peu poète, un peu artiste « Enfin soit » ... Comme il nous l'aurait simplement dit « Salut, c'est bien comme ça ». Alors salut à toi Olivier, salut à toi Robert, salut à toi Olivier-Robert.

# Les mêmes droits pour tous les citoyens

Pour que l'égalité des citoyens ait un sens, elle ne peut rester formelle : **chacun doit pouvoir jouir des mêmes droits.**

## Vers de nouveaux droits pour l'égalité

Reconnaissons l'égalité des genres et des familles, donnons le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non communautaires pour les élections locales, mettons fin aux discriminations par la loi et supprimons les discriminations envers les gens du voyage.

## Une lutte sans relâche contre les discriminations

### FAIRE RECULER LES STÉRÉOTYPES ET LES PRÉJUGÉS

**Accompagner et former les enseignants, soutenir les associations et l'éducation populaire.** L'audiovisuel public peut être un vecteur important de la persistance ou du recul des stéréotypes, enseigner la richesse et la diversité de l'histoire de France, assurer l'égalité de traitement de tous les citoyens par la police et la justice en contrôlant les contrôles d'identité, éradiquer les discriminations dans l'emploi.

### MESURER LES DISCRIMINATIONS POUR MIEUX LES COMBATTRE

### SANCTIONNER LES DISCRIMINATIONS

**Proposer une formation spécifique obliga-**

**toire à la lutte contre les discriminations** pour les policiers et les magistrats et maintenir la HALDE, aujourd'hui menacée.

## Se donner les moyens d'atteindre l'égalité femmes-hommes

Nous savons que promouvoir l'égalité entre les sexes est un puissant levier de transformation de la société. **Un Ministère des Droits des Femmes** garantira la mise en œuvre de ces politiques d'égalité de manière transversale.

### L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE : DES DROITS FORMELS À L'ÉGALITÉ RÉELLE

Passons des déclarations d'intention aux objectifs dans le temps : nous voulons à échéance de 5 ans, **diviser par deux les écarts de salaire entre les femmes et les hommes.**

Nous proposons que **les cotisations patronales soient majorées pour les temps partiels.** Les entreprises auront l'obligation, lors du contrat de travail, d'informer les salariés des conséquences sur leur niveau de retraite ainsi que la possibilité de cotiser à temps plein et bénéficier d'une prise en charge du surcoût par l'employeur.

### POUR UNE PLEINE CITOYENNETÉ DES FEMMES

Pour les élections nationales au scrutin uninominal, les partis politiques qui ne respecteront pas l'objectif paritaire verront leur dotation publique supprimée.



### ÉDUCER POUR CHANGER LES MENTALITÉS ET TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

### DISPOSER DE SON CORPS : GARANTIR L'ACCÈS À L'AVORTEMENT

### CONTINUER LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

## Un champ à réinvestir : l'égalité d'accès à la vie de la cité

Il s'agit d'assurer une égalité réelle dans l'accès à la vie de la cité, tout au long de la vie. **Nous créons un droit universel à la compensation de la perte d'autonomie**, financé par la solidarité nationale et articulé autour de Maisons départementales de l'autonomie.

# Des services publics universels et personnalisés pour relever les nouveaux défis de l'égalité

Il s'agit pour nous d'affirmer une ambition : **l'universalité des services publics**, dont la présence sur tous les territoires est essentielle. Notre engagement sur le plan national nécessitera d'impulser au niveau européen cette salutaire réappropriation démocratique.

## Des Français enfin égaux face à la santé, droit fondamental

**Faire de la prévention la priorité.** Le médecin généraliste, pivot de l'offre de soins de proximité, doit avoir un rôle central en la matière. Nous renforcerons la médecine du travail et rétablirons son indépendance.

### UN NOUVEL ÂGE DE L'ORGANISATION DES SOINS

Notre organisation des soins de proximité est à bout de souffle : le paiement à l'acte n'est pas propice pour un temps consacré à la prévention, à l'éducation thérapeutique du patient ou à l'accompagnement de maladies chroniques, **il faut introduire le paiement au forfait.**

La liberté totale d'installation a de nombreux effets pervers et constitue la principale cause de l'accentuation des inégalités territoriales. **Une nouvelle organisation des soins de proximité** permettra aussi de développer de nouveaux modes de coordination ville-hôpital.

### RECONQUÉRIR UNE PRISE EN CHARGE SOLIDAIRE DES DÉPENSES DE SANTÉ

**L'assurance maladie doit à nouveau rembourser une part essentielle des soins**

**réellement nécessaires.** Nous rétablirons durablement l'équilibre des comptes de l'assurance maladie, par une politique active d'amélioration de la pertinence des soins et par une mise à contribution raisonnable de l'ensemble des revenus de la Nation. La distribution du médicament sera repensée.

### LE DROIT DE FINIR SA VIE DANS LA DIGNITÉ



## Face au risque de dépendance, l'autonomie par la solidarité

**Reconnaître un droit universel à compensation de la perte d'autonomie.** Il faut aller vers une homogénéisation des multiples systèmes actuels (invalidité, PCH, APA) et lever la barrière d'âge à 60 ans, ce droit doit tenir compte de la situation personnelle de chacun.

## L'eau et l'énergie, nouveaux biens publics

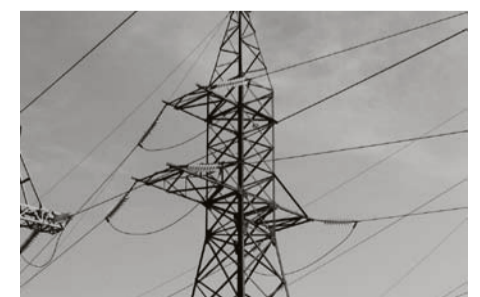
### FAVORISER LA MAÎTRISE CITOYENNE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Nous voulons faire voter une grande loi cadre sur le service public de l'eau qui donnera aux collectivités locales la totalité maîtrise de l'ensemble de la chaîne.



### FAIRE FACE À LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Nous mettrons les moyens nécessaires pour permettre en particulier de **réduire les consommations d'énergie** du parc des bâtiments existants d'au moins 38% d'ici à 2020 et nous nous engagerons à **imposer un contrôle public sur les choix tarifaires des opérateurs pour l'électricité et le gaz.**



Renée Mazéo

Cet article est une contraction du texte adopté par le Conseil national le 9 novembre 2010, il ne traite pas délibérément de questions politiques fondamentales comme la sécurité, la culture, la justice, le sport ou l'enseignement supérieur. Chacune fera l'objet d'un forum ou d'une expression spécifique de notre parti.

## Le combat

Mensuel d'information de la Fédération des Côtes d'Armor du Parti socialiste - N° CPPAP en cours.

FÉDÉRATION DES CÔTES D'ARMOR DU PARTI SOCIALISTE  
26 rue du Maréchal Foch  
BP 4406 - 22044 - Saint-Brieuc cedex 2  
[www.ps22.fr](http://www.ps22.fr)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Vincent Le Meaux  
RÉDACTEUR EN CHEF : Cyrille Thiriot - COMITÉ DE RÉDACTION :  
Éric Bothorel, Anthony Sébille, Renée Mazéo,  
Gérard Rouxel, Jean-Marie Benier.  
CRÉATION-EXÉCUTION-RÉALISATION : Cyan 100  
IMPRESSION : Imprimerie Jacq